



Association pour le Développement Economique Local - BGE
47, rue du Maréchal Leclerc
97400 Saint Denis

RAPPORT ANNUEL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

* * *

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

* * *

JCH Conseil & Audit

Siège social : 248 rue Maréchal Leclerc, 97400 SAINT DENIS

Société de commissariat aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de St Denis

Jch
onseil & Audit



Association pour le Développement Economique Local - BGE
47, rue du Maréchal Leclerc
97400 Saint Denis

Mesdames, Messieurs les adhérents,

I - Opinion avec réserve sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADEL relatifs à l'exercice clos le 31/12/2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous les réserves décrites dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II - Fondement de l'opinion avec réserve

- Motivation de la réserve

Réserve pour limitation : Contrôle interne non efficient : manque de traçabilité des opérations et des flux.

- Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

- Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant concernant les charges sociales. Faute d'avoir pu récupérer l'exhaustivité des documents nécessaires à nos contrôles des cotisations sociales, nos travaux ne nous ont pas permis de nous doter d'une assurance suffisante sur le suivi du calcul et du paiement de celles-ci.



Association pour le Développement Economique Local - BGE
47, rue du Maréchal Leclerc
97400 Saint Denis

III - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre les points décrits dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- **Continuité d'exploitation**

Les différentes restrictions budgétaires au sein des instances étatiques, se traduisent par une contraction des aides accordées et nécessaire à l'association pour son équilibre financier. Nous avons été amenés, au cours de notre audit, à examiner les octrois de subventions par les différents tiers pour 2018. Sur la base des éléments récoltés, nous n'avons pas relevé d'éléments visant à compromettre la continuité d'exploitation de l'association.

IV – Vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

- Contrôle des documents adressés aux adhérents :

- La tenue de l'AG d'approbation des comptes n'a pu être dispensée consécutivement au rapport de carence émis le 17 avril 2019, qui s'est prolongé jusqu'à ce jour.
- De +, à notre connaissance, aucun rapport de gestion n'a été édité et donc communiqué aux adhérents.

Nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

V - Rappel des responsabilités des organes dirigeants.

Il appartient aux organes dirigeants d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Association pour le Développement Economique Local - BGE
47, rue du Maréchal Leclerc
97400 Saint Denis

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président de l'association.

VI- Rappel des responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes.

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



Association pour le Développement Economique Local - BGE
47, rue du Maréchal Leclerc
97400 Saint Denis

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint-Denis, le 30/11/2023.

Le commissaire aux comptes

Johnny CHANE-HOONG

Jch
Conseil & Audit

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2018 12			Exercice N-1 31/12/2017 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, Brevets et droits similaires	1 085	1 085				
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques Matériel et outillage	1 800		1 800		1 800	
	Autres immobilisations corporelles	42 716	39 262	3 454	5 793	2 339	40.38
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations	100		100	100		
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	2 813		2 813	2 813		
Total I		48 514	40 347	8 167	8 706	539	6.19
Comptes de liaison Total II							
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (3)						
	Créances usagers et comptes rattachés	16 407		16 407	1 950	14 457	741.38
	Autres créances	637 062		637 062	723 137	86 075	11.90
Comptes de Régularisation	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	78 770		78 770	0	78 770	NS
	Charges constatées d'avance (3)						
	Total III	732 238		732 238	725 087	7 151	0.99
Comptes de Régularisation	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		780 752	40 347	740 405	733 793	6 613	0.90

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2018 12	Exercice N-1 31/12/2017 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres				
	Fonds associatifs sans droit de reprise	305	305		
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves	79 053	79 053		
	Report à nouveau	91 180	114 712	23 532	20.51
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	17 660	23 532	41 192	175.04
	Autres fonds associatifs				
	Fonds associatifs avec droit de reprise :				
	Apports				
	Legs et donations				
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
	Ecarts de réévaluation				
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
	Provisions réglementées				
	Droit des propriétaires				
	Total I	188 197	170 538	17 660	10.36
	Comptes de liaison Total II				
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	Provisions pour risques		53 000	53 000	100.00
	Provisions pour charges		43 728	43 728	100.00
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement				
	Fonds dédiés sur autres ressources				
	Total III		96 728	96 728	100.00
DETTES (1)	Emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)		37 978	37 978	100.00
	Emprunts et dettes financières divers	250 000		250 000	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	21 448	28 433	6 985	24.57
	Dettes fiscales et sociales	280 760	279 666	1 094	0.39
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes		120 450	120 450	100.00
	Instruments de trésorerie				
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance				
	Total IV	552 208	466 527	85 681	18.37
	Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		740 405	733 793	6 613	0.90

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

552 208 383 016
37 978

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2018 12	31/12/2017 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue de Biens et Services	50 694	92 821	42 127	45.39
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation	398 118	335 881	62 238	18.53
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	183 981	196 620	12 639	6.43
Collectes				
Cotisations				
Autres produits				
Total I	632 793	625 321	7 472	1.19
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements	2 873	4 873	1 999	41.03
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes	96 368	125 291	28 923	23.08
Impôts, taxes et versements assimilés	1 087	365	722	197.77
Salaires et traitements	466 376	382 978	83 398	21.78
Charges sociales	207 742	97 592	110 150	112.87
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	3 793	3 491	302	8.66
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions				
Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Subventions accordées par l'association				
Autres charges (2)				
Total II	778 239	614 589	163 649	26.63
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	145 446	10 732	156 177	NS
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2018 12	31/12/2017 12	Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et transferts de charges	96 728		96 728	
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	96 728		96 728	
Charges financières				
Dotations aux amortissements et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	33		33	
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total VI	33		33	
2. Résultat financier (V-VI)	96 695		96 695	
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	48 751	10 732	59 483	554.26
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	66 410	31 144	35 266	113.23
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total VII	66 410	31 144	35 266	113.23
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		65 408	65 408	100.00
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions				
Total VIII		65 408	65 408	100.00
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	66 410	34 264	100 674	293.82
Impôts sur les bénéfices (IX)				
Total des produits (I+III+V+VII)	795 931	656 466	139 466	21.24
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)	778 272	679 998	98 274	14.45
Solde intermédiaire	17 660	23 532	41 192	175.04
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs				
- Engagements à réaliser sur ressources affectées				
5. EXCEDENTS OU DEFICITS	17 660	23 532	41 192	175.04